



Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

Numéro 2 | 1999

Cent ans de répressions des violences à enfants

Catherine Duprat, *Usages et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIXe siècle*

Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale, 2 vol., 1996 & 1997, 1.398 p.

Nicolas Veyssset



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/42>

DOI : 10.4000/rhei.42

ISBN : 978-2-7535-1639-7

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 1999

Pagination : 208-212

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Nicolas Veyssset, « Catherine Duprat, *Usages et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIXe siècle* », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], Numéro 2 | 1999, mis en ligne le 30 juillet 2010, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/42> ; DOI : 10.4000/rhei.42

Comptes rendus d'ouvrages

4

Catherine Duprat

Usages et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIXe siècle

Comité d'histoire de la Sécurité sociale, Paris, 2 vol., 1996 & 1997, 1398 p.

Dans l'historiographie et dans les sciences humaines, le mot "philanthropie" a longtemps servi, selon divers points de vue, à désigner les pratiques d'assistance du premier XIXe siècle : dans une tradition marxiste, le terme est venu nommer l'action charitable (ou cruelle) d'une frange de la bourgeoisie sur le monde ouvrier, assurant par là la pérennité de sa domination ; dans les différentes histoires de la protection sociale, le mot a servi à désigner tantôt les origines de l'Etat-Providence, tantôt, à l'inverse, un stade archaïque de l'assistance, antérieur à sa double entrée dans l'ère de la science et de la législation publique ; dans les travaux foucauldien des années 1970, le terme vient recouvrir un ensemble de techniques, intermédiaires entre l'intervention publique et la charité privée, assurant le contrôle et la surveillance des classes populaires. Qu'en est-il ?

À cette question, l'imposant travail de C. Duprat répond en déplaçant résolument le problème sur un plan empirique. Rejetant les définitions préalables, les utilisations génériques, les évaluations anachroniques de la "philanthropie", C. Duprat construit son objet à partir des différents sens que lui donnèrent les contemporains : entre la fin du XVIIIe siècle et les années 1840, des hommes, des mouvements d'idées, des pratiques et des structures associatives se sont reconnus et l'ont été

par leurs concitoyens sous le nom de “philanthrope”. Qui furent ces philanthropes ? Quelles actions menèrent-ils ? Quels en furent les effets ? Telles sont les questions qui ouvrent ce travail. Refusant, par suite, de restreindre l’analyse aux seuls discours, projets et intentions traditionnellement pris en compte, C. Duprat étudie les pratiques philanthropiques en faisant porter son enquête, de façon première et principielle, sur les réalisations effectives de celles-ci, sur l’évaluation de leurs effets. De là, une démarche inductive, visant à restituer les contours et les formes d’un phénomène historique aussi divers et complexe que peu connu, à le sortir de la gangue des interprétations rétrospectives, à le rétablir pour ce qu’il fut dans ses grandeurs comme dans ses limites. Un premier volume, publié en 1993, retraçait la constitution du mouvement philanthropique de la fin du XVIII^e siècle à l’Empire.⁽¹⁾ Les deux présents volumes sont consacrés à “l’âge d’or” de la philanthropie, de la fin de l’Empire au milieu des années 1840.

(1) Cf. Catherine DUPRAT, *“Pour l’amour de l’humanité” : le temps des philanthropes. La philanthropie parisienne des Lumières à la Monarchie de Juillet*, tome 1, Paris, CTHS, 1993, XXXIV-485 p.

(2) Deux domaines d’intervention de la philanthropie ne sont pas abordés dans la présente étude, pour l’avoir été ailleurs : la prison, déjà étudiée par Catherine Duprat dans “Punir et guérir. En 1819, la prison des philanthropes”, dans Michelle PERROT (dir.), *L’Impossible prison, Recherches sur le système*

C’est par trois séries d’approches transversales que l’objet “philanthropie” est peu à peu cerné. Première série, l’étude de ce qu’il conviendrait d’appeler le “champ” de la philanthropie : saisir les philanthropes là où ils œuvrent, les principales structures ou associations dans lesquelles se manifeste le travail philanthropique. Deux domaines sont successivement étudiés, le champ des secours publics, tout d’abord, fondé sur le bénévolat des hommes de bien, donc étudié comme lieu de manifestation par excellence de l’action bienfaisante ; le domaine des associations charitables et bienfaisantes, ensuite, abordé en trois de ses pôles (l’évolution de la vieille Société philanthropique, déjà étudiée dans le premier tome, les œuvres catholiques, les œuvres libérales et protestantes, à travers l’exemple de la Société de la morale chrétienne). Seconde série de transversales, les types et objets d’intervention, repérables d’une institution à l’autre, ou ce en quoi consiste, pour les contemporains, l’action bienfaisante. Trois domaines sont privilégiés : l’action sur la famille, l’élaboration et le développement du patronage, invention par excellence de la philanthropie, le domaine de la prévoyance, à travers les exemples des secours mutuels et de l’épargne.⁽²⁾ Troisième série, l’étude du “groupe social” qu’ont pu constituer les phi-

lanthropes, aussi bien dans les représentations qui l'unifient que dans les réseaux au travers desquels il se développe. Sont abordés avec précision les valeurs et modèles partagés par les hommes de bien, les dissensions qui les traversent, l'image des philanthropes dans le regard de leurs contemporains, ainsi que les itinéraires, les cercles, les milieux familiaux ou associatifs au sein desquels se constituent vocations et carrières, solidarités et oppositions, développement et reflux des pratiques bienfaitantes.

D'une transversale à l'autre, divers partis pris méthodiques se retrouvent : comptabiliser les hommes, les institutions, scruter les évolutions budgétaires comme révélatrices de l'orientation des pratiques, critiquer les statistiques sur lesquelles s'appuyaient les contemporains, mettre en évidence les écarts entre les projets et les réalisations effectives, rétablir, contre les amalgames traditionnels, la complexité d'un milieu d'hommes de bien que de multiples liens (familiaux, religieux, politiques) unissent et séparent en même temps. L'investigation, toujours, est menée au prix d'un travail considérable effectué sur les archives, permettant de sortir des points de vue fondés sur la seule analyse des discours. Soit l'exemple de l'action sur l'enfance, étudié dans les deux chapitres consacrés à la famille et au patronage. La démarche est d'abord empirique : les statistiques des contemporains (sur les abandons, la délinquance) sont réévaluées, les œuvres en présence sont minutieusement étudiées, dans leurs cadres juridiques, leurs moyens matériels, leurs techniques d'intervention. Les grands discours sont pris en compte : la perception de la famille comme instance menacée et comme modèle générique de l'action tutélaire et du patronage ; l'action ciblée sur l'enfance, au propre comme au figuré (la pauvreté étant à la richesse ce que l'enfance est à l'âge adulte), comme action nécessaire aussi bien à la prévention de l'ordre social, au développement de l'industrie qu'à la surveillance des familles. Mais loin d'en déduire une logique des pratiques, l'auteur procède en montrant les divergences et les contradictions réciproques entre les projets en lice (resserrer les liens familiaux ou leur substituer un lien tutélaire, célébrer la famille mais réduire l'assistance qui lui est destinée, etc.), en établissant une chronologie fine (c'est seulement dans les années 1840 que s'affirme l'idée de la famille comme

pénitentiaire au XIXe siècle, Paris, Seuil, 1980, p. 64-122 : « l'instruction et l'école ». Sur ce dernier sujet, cf. en particulier la thèse récente de Jean-Noël LUC : *L'Invention du jeune enfant au XIXe siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*, Paris, Belin, 1997, 512 p.

objet-cible de la normalisation, et qu'apparaît la figure de l'enfance errante et délinquante), en mesurant, enfin, les écarts entre les projets et les réalisations, par l'étude précise des actions effectuées par les principales structures d'assistance (secours publics d'un côté, œuvres d'assistance aux familles et de patronage de l'autre).

D'une transversale à l'autre, d'autre part, plusieurs lignes directrices apparaissent, qui dessinent une histoire générale de la philanthropie. Une chronologie tout d'abord : un âge d'or de la philanthropie qui, du Consulat à la fin des années 1830, dans un contexte de libéralisme social, connaît une croissance sans précédent des associations et, sur le plan des représentations, une diffusion inédite du modèle de l'homme de bien. La philanthropie participe alors à la préparation des législations sociales de tous les régimes, en même temps qu'elle fournit le futur personnel des régimes à venir. Après l'âge d'or, le déclin, au détour des années 1840, dans un contexte de durcissement politique de la Monarchie censitaire. Plusieurs processus se croisent ici : destitution du modèle de l'homme de bien, de "l'homme d'Etat philanthrope", ouvrant l'ère nouvelle des savants et des experts, contrôle progressif par l'administration centrale des personnels charitables, restrictions drastiques des secours sous l'influence grandissante des malthusiens, crise des associations et apparition de divisions multiples à l'épreuve du pouvoir.

Autre ligne directrice, après la chronologie, la transformation des pratiques : une transformation qui voit les fonctions de moralisation-normalisation prendre le pas sur les simples secours, les tâches d'observation et d'enquête, puis l'édification d'une véritable "science" de l'assistance se substituer à la traditionnelle logique du don, en même temps que le déplacement d'une assistance autrefois centrée sur les catégories hors travail (vieillards, invalides, enfants) vers un investissement nouveau et essentiel du monde ouvrier. Notons au passage la mention de quelques processus peu étudiés par l'historiographie : les réticences des pauvres, les résistances grandissantes du monde ouvrier en formation face aux pratiques d'assistance ; surtout, la naissance des associations de "masse", à travers notamment l'exemple des œuvres catholiques fondées sur la multiplication des adhésions et des cotisations d'un montant minimal.

Dernière ligne directrice, essentielle, l'évaluation de l'importance et des effets réels des pratiques philanthropiques. Là encore, l'argument est d'ordre empirique. Face aux intentions, aux grands projets philanthropiques traditionnellement retenus par l'historiographie, l'auteur, on l'a dit, comptabilise les hommes, les associations, les budgets. De là, la mise en évidence, malgré l'importance du "rôle social" du philanthrope, des effets limités des pratiques charitables : des secours publics qui n'atteignent qu'une fraction des indigents, d'un montant souvent dérisoire, des secours encore restreints au fil de la période ; en matière de contrôle social : des associations petites (tant par leurs membres que par leurs donateurs), peu concertées, peu efficaces. On est bien loin ici du contrôle social généralisé, de la police des familles ou d'une prévention réussie contre les "dangers" inhérents aux classes populaires. L'argument est d'importance sur le plan méthodologique. De la rationalité des projets à l'effectivité concrète des actions, il y a un pas que C. Duprat ne franchit pas. Précisément, c'est une double opération qui est ici évitée et implicitement dénoncée : la transformation de la rationalité des discours en principe de raison suffisante des actions ; l'identification des raisons de ces actions à un principe téléologique agissant, par un énième avatar de la ruse de la raison comme principe d'organisation du réel.⁽³⁾ De là la force critique de l'empirisme de ce travail : contre une histoire des idées, même rénovée, qui, subrepticement, continue à déduire des rationalités discursives une rationalité effective, "réelle", du social, la somme de Catherine Duprat, en partant des hommes, de leur nombre et des effets de leurs actions, restitue la réalité d'un mouvement, dans ses diversités comme dans ses limites, et fait apparaître l'écart entre cette réalité et les images traditionnellement importées de la littérature sociale.

De là aussi des critiques possibles à ce travail : en refusant de déduire la réalité des discours portés sur elle, l'étude en vient à s'interdire (presque) toute interprétation des discours eux-mêmes, à restreindre l'étude des actions à celle de leurs motifs immédiats, l'étude de leurs effets à une comptabilité. D'où une épistémologie somme toute assez classique : valeurs et modèles de la philanthropie sont interrogés en

(3) Cf., sur cette question, le beau texte de Danièle RANCIERE, "Le philanthrope et sa famille", dans *Les Révoltes logiques*, n° 8/9, 1979, p. 99-115. Le texte est cité par Catherine Duprat.

terme de « rôle », l'émergence de la statistique n'est guère interrogée pour elle-même (qu'en est-il de la construction d'un regard sur les pauvres en terme de catégories statistiques?), surtout, la question des principes de liaison entre la rationalité des discours et les motifs des actions (horizon de sens? construction symbolique de la réalité? etc.) n'est pas questionnée. D'aucuns craindront peut-être l'épreuve que constitue la lecture d'une telle somme de travail : c'est long (mais on ne fait pas l'étude minutieuse d'un aussi vaste mouvement en quelques pages); c'est dru (mais la réalité n'est jamais ni lisse ni simple dès lors qu'on ne la réduit pas à une rationalité discursive). Il n'en reste pas moins que dans sa complexité et ses méandres mêmes, dans sa minutie et son refus de toute simplification, le présent travail constitue tout à la fois une considérable enquête sur le champ de l'assistance, un déplacement des regards traditionnels portés sur celui-ci et, partant, une importante contribution à l'histoire sociale du premier XIXe siècle.

(4) Universités
d'Angers et de Paris VII.

Nicolas Veysset⁽⁴⁾